



Etablissement public du musée national Jean-Jacques Henner  
et du musée national Gustave Moreau  
14 rue de Clichy, 75009  
SIRET : 130 023 088 00011

## **RÈGLEMENT DE CONSULTATION**

### **2026-EPHM-AC-002-NETTOYAGE :**

**Accord-cadre de prestations de nettoyage des locaux sur les  
trois sites de l'établissement public du musée national Jean-  
Jacques Henner et du musée national Gustave Moreau**

**Date limite de réception des offres : mardi 3 février 2026 à 15h00**

## 1. Pouvoir adjudicateur

Etablissement public du musée national Jean-Jacques Henner et du musée national Gustave Moreau, ci-après dénommé « EPHM »

Dont le siège social est situé 14 rue de Clichy, 75009 Paris

Représenté par Monsieur Villeneuve de Janti, son directeur, dûment habilité aux fins des présentes.

## 2. Objet de la consultation

L'accord-cadre de la consultation a pour objet les prestations de nettoyage des locaux sur les trois sites de l'EPHM, à savoir :

- Le musée national Jean-Jacques Henner situé 43 avenue Villiers, 75017
- Le musée national Gustave Moreau, situé 14 rue de la Rochefoucauld, 75009
- Le siège de l'établissement, situé 14 rue de Clichy, 75009 Paris.

Le descriptif des prestations attendues figure dans le Cahier des clauses particulières (CCP).

## 3. Procédure de passation

L'accord-cadre est passé selon une procédure adaptée (MAPA) en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 et suivants du Code de la commande publique.

## 4. Forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est mono attributaire et non alloti. Il est conclu :

- Pour partie à prix global et forfaitaire selon la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), annexe 1 à l'acte d'engagement.  
La part forfaitaire concerne les prestations de nettoyage récurrentes sur les trois sites de l'établissement.
- Pour partie à prix unitaires, sans montant minimum, mais avec un montant maximum de 80 000 € HT sur toute sa durée, reconductions comprises.  
Les commandes sont passées en référence aux prix unitaires indiqués au bordereau des prix unitaires, annexe 2 à l'acte d'engagement.  
La part à commandes concerne les prestations de nettoyage ponctuelles sur les trois sites de l'établissement, notamment intervention suite à une privatisation d'espaces, intervention ponctuelle le dimanche, nettoyage d'espaces particuliers comme les réserves, ...  
Les montants éventuellement estimés n'ont qu'une valeur indicative et ne sauraient engager le pouvoir adjudicateur sur un volume de commandes.

## 5. Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 24 mois, à compter de la date de notification du marché, renouvelable deux fois pour une durée de 12 mois par tacite reconduction par le pouvoir adjudicateur, sauf décision expresse contraire notifiée au titulaire. La durée totale de l'accord-cadre ne pourra excéder quatre ans.

Le titulaire de l'accord-cadre ne pourra pas refuser les reconductions.

Les prestations du présent accord-cadre commenceront à sa date de notification.

Les bons de commandes émis pendant la durée de validité de l'accord-cadre peuvent s'exécuter au-delà, jusqu'à admission des prestations faisant l'objet du bon de commande dans une limite de trois mois.

## 6. Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales conformes au vocabulaire commun des marchés européens sont :

*Classification(s) principale(s)*

*90911200-8 Services de nettoyage de bâtiments*

*90911300-9 Services de nettoyage de vitres*

## 7. Visite des sites de l'EPHM

La visite de l'ensemble des sites de l'EPHM est obligatoire pour les candidats. Les visites pourront être organisées groupées ou individuellement selon l'affluence.

Elles seront sollicitées par les candidats via la messagerie de la plateforme PLACE, et les dates de visites convenues avec le Pouvoir adjudicateur, jusqu'à 7 jours calendaires avant la date limite de réception des offres fixée au 3 février 2026.

Lors de la visite, aucune réponse verbale ne sera faite au(x) éventuelle(s) question(s) des candidats.

Les candidats devront poser leurs questions dans les conditions et délai fixés à l'article 12 du présent règlement de consultation. Par question, il faut entendre des clarifications sur des aspects du dossier de consultation ou des remarques sur d'éventuelles omissions ou erreurs.

Lors de la visite, l'attestation de visite jointe en annexe (annexe n°1 du présent Règlement de Consultation) sera complétée et signée. Les candidats devront impérativement la joindre à leur offre. Les offres des candidats qui n'auraient pas effectuées les visites sur sites seront rejetées.

L'acheteur se réserve la possibilité de demander toute précision ou régularisation en cas d'erreur matérielle sur l'attestation.

## 8. Conditions de participation à la consultation

### 8.1 Présentation de la candidature

Chaque candidat doit répondre aux exigences suivantes pour que sa candidature soit retenue au stade de l'analyse des candidatures et que son offre technique et financière soit ensuite analysée par le pouvoir adjudicateur.

Les critères de sélection au stade de la candidature sont les capacités techniques, professionnelles et financières adaptées à l'objet du présent marché ; la transmission des pièces demandées.

Le candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Lettre de candidature (formulaire DC1), disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>
- Déclaration du candidat individuel ou de membre du groupement (formulaire DC2), disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>
- Extrait K-bis ou équivalent
- Attestations fiscales et sociales à jour

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures et services objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (renseignements à inscrire dans le formulaire DC2)
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2)
- Présentation d'une liste des principaux services similaires effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.  
Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique (documents à fournir en annexe du formulaire DC2)
- Déclaration concernant l'outillage, le matériel, et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2)
- Attestation d'assurance en responsabilité civile professionnelle.

Si le candidat s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public.

Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre (documents à produire en annexe du formulaire DC2).

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Les candidatures peuvent se présenter sous forme de candidatures individuelles (sociétés commerciales, sociétés individuelles) ou de groupement. Aucune forme de groupement n'est imposée. Il est rappelé qu'un même mandataire ne pourra être mandataire de plus d'un groupement.

En cas de groupement, chaque membre du groupement devra obligatoirement joindre l'ensemble des documents demandés à l'article ci-dessus.

Le Pouvoir adjudicateur autorise que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen.

Les opérateurs économiques peuvent réutiliser un DUME qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables.

Le Pouvoir adjudicateur exige que le DUME soit rédigé en français. Les autres éléments de candidature spécifiques demandés ci-dessus – Chiffre d'affaires, effectifs, références professionnelles, outils et matériels mis à disposition - devront être transmis au Pouvoir adjudicateur.

## **8.2 Présentation de l'offre du candidat**

Le candidat devra impérativement remettre les pièces suivantes dans le dossier constituant son offre :

- L'acte d'engagement (AE) complété (non signé à ce stade), la signature interviendra au stade de l'attribution de l'accord-cadre.
- Le Cahier des clauses particulières (CCP) signé
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) dûment complétée, datée et signée
- Un mémoire technique détaillant :

- Méthodologie et organisation proposée pour l'exécution des prestations
- Les moyens humains et matériels affectés
- Les procédures de contrôle qualité
- Préoccupations environnementales : produits d'hygiène et d'entretien utilisés pour l'exécution des prestations, normes, certifications, ...
- Un relevé d'identité bancaire (RIB)
- L'attestation de visite (annexe 1 au Règlement de Consultation) complétée, datée et signée.

Le mémoire technique du candidat est indispensable pour apprécier la valeur technique de l'offre. Les mémoires types « qualité » et/ou non adaptés aux prestations définies dans le Cahier des clauses particulières ne sont pas considérés comme suffisants. Le caractère incomplet ou non adapté du mémoire technique entraînera un classement défavorable de l'offre.

Les documents transmis par voie dématérialisée peuvent comporter une signature manuscrite scannée ou une signature électronique. La signature électronique qualifiée n'est pas exigée.

## 9. Examen - Critères de jugement et classement des offres

À l'issue de l'examen des offres, seront éliminées les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées conformément aux dispositions de l'article L.2152-1 du Code de la Commande publique.

Conformément à l'article R.2152-2 du Code de la Commande publique, le Pouvoir adjudicateur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Cette régularisation ne peut en outre avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

Pour rappel, est irrégulière l'offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou parce qu'elle méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Les offres techniques et financières des candidats seront analysées selon les critères suivants :

Critères	Pondération
<b>Valeur financière de l'offre :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Prix forfaitaire (30 points)</b> : selon le montant total de la DPGF, formule : note maximale x (prix de l'offre la mieux-disante / prix de l'offre analysée)</li> <li>- <b>Prix unitaires (10 points)</b> : selon une estimation de commande-type réalisée à partir du BPU : note maximale x (prix de l'offre la mieux-disante / prix de l'offre analysée)</li> </ul>	<b>40 points</b>
<b>Valeur technique de l'offre :</b>	<b>50 points</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Méthodologie et organisation pour l'exécution des prestations : interlocuteur dédié pour le suivi et l'encadrement des prestations sur sites, le suivi administratif, description de l'organisation et de la gestion des prestations récurrentes et ponctuelles, outil et/ou dispositifs mis en place pour la bonne réalisation des prestations, gestion des demandes d'interventions et de régularisations, ...</li> </ul>	20 points
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Moyens humains et matériels : dimension et profils de l'équipe dédiée, formations de l'équipe affectée, cohérence des plannings d'intervention proposées, ...</li> </ul>	15 points

- Contrôle qualité des prestations : fréquence et qualité des contrôles, méthodes utilisées, reporting des contrôles, qualité des solutions apportées après contrôle insatisfaisant, ...	15 points
<b>Valeur environnementale de l'offre :</b> Considérations environnementales dans le cadre de l'exécution des prestations, produits d'hygiène et d'entretien utilisés, gestion des déchets liés aux prestations, normes, certifications, ...	<b>10 points</b>

La note totale de chaque candidat (sur 100 points) sera obtenue en additionnant les notes relatives à chaque critère.

## 10. Phase de négociation

L'acheteur se réserve la possibilité de négocier avec les trois candidats aux offres les mieux-disantes, arrivés aux trois premières positions du classement à l'issue de l'analyse initiale des offres.

La négociation pourra porter notamment sur le prix, la valeur technique des prestations et les modalités d'exécution de l'accord-cadre. Selon le choix de l'acheteur, elle pourra se dérouler par écrit via la messagerie sécurisée de la plateforme PLACE ou à l'oral – réunion, visioconférence.

L'acheteur pourra attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales sans négociation.

## 11. Modalités de remise des offres

Les offres doivent être transmises par voie dématérialisée via le profil d'acheteur à l'adresse suivante : [Accueil - Portail des marchés publics](#).

Tout dépôt papier, dématérialisée sur une plate-forme, sur un site internet ou sur une adresse électronique autre que celle indiquée ci-dessus est réputé nul et non avenu.

**La date limite de réception des offres est fixée au mardi 3 février 2026 à 15h00.**

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites de réception des offres annoncées. Les plis déposés postérieurement seront considérés comme étant hors délai et non recevable.

## 12. Modalités concernant les questions posées par les candidats

Les candidats ont la possibilité d'adresser des questions d'ordre technique et/ou administratives durant la phase de la consultation.

Elles devront être posées via le profil de l'acheteur sur la plateforme PLACE : [Accueil - Portail des marchés publics](#).

Les questions devront être posées, au plus tard, sept (7) jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Pour les questions relatives aux modalités de dépôts des offres, elles peuvent être posées, au plus tard, un (1) jour ouvré avant la date limite de réception des offres.

Pour les soumissionnaires qui rencontreraient des problèmes techniques, les questions pourront être posées par courrier électronique à l'adresse : [hortense.oger@musee-moreau.fr](mailto:hortense.oger@musee-moreau.fr).  
Les réponses aux questions posées seront publiées uniquement via la plateforme PLACE.

Autrement dit, afin de respecter l'égalité de traitement des candidats, aucune réponse directe au candidat ayant posé une question ne lui sera adressée directement.

### **13. Clauses diverses**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite à la procédure.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de déclarer la procédure sans suite pour motif d'intérêt général, conformément à l'article R.2185-1 du code de la commande publique.

Aucune prime ne sera versée aux candidats non retenus.

Le marché sera notifié à l'attributaire après décision du pouvoir adjudicateur.

### **14. Pièces constitutives du dossier de consultation**

Le dossier de consultation se compose des pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation (RC) et son annexe
  - o Annexe 1 : Attestation de visites réalisées sur sites
- L'acte d'engagement (AE) - projet, la signature et contractualisation interviendra au stade de l'attribution
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)

### **15. Modification de détail au dossier de consultation**

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard cinq (5) jours calendaires avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### **16. Modalités de recours**

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, la juridiction à saisir est le Tribunal administratif de Paris.

Fait à Paris, le 5 janvier 2026

**Le pouvoir adjudicateur, Etablissement public du musée national Jean-Jacques Henner et du musée national Gustave Moreau.**

## ANNEXE 1 : CERTIFICAT/ATTESTATION DE VISITE OBLIGATOIRE

Objet de la consultation : Prestations de nettoyage des locaux sur les trois sites de l'établissement public du musée national Jean-Jacques Henner et du musée national Gustave Moreau.

N° Accord-cadre : 2026-EPHM-AC-002

Le présent document atteste, par les signatures et/ou cachets qui y figurent que  
Madame/Mesdames/Monsieur/Messieurs

.....

Représentant(e)(s) de la société

.....

S'est/se sont rendu(e)(s) dans les sites suivants afin de prendre connaissance des locaux et prestations à réaliser dans le cadre de l'accord-cadre cité en objet.

**Signature du représentant de la société :**

Site	Adresse du site	Date et heure de la visite	Nom et signature du représentant et/ou cachet du musée
<b>Musée Jean-Jacques Henner</b>	43 Avenue Villiers, Paris 75017		
<b>Musée Gustave Moreau</b>	14 rue Catherine de la Rochefoucauld, Paris 75009		
<b>Siège de l'EP</b>	14 rue de Clichy, Paris 75009		